AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique préalable au transfert d'office de voies ou de portions de voies privées dans le domaine public de la voirie communautaire – Commune de MOUEN

Article 1 : Par arrêté n°A-2025-027 en date du 10 avril 2025, le Président de la communauté urbaine Caen la mer a ordonné l'ouverture de l'enquête publique préalable au transfert d'office de voies ou de portions de voies privées ouvertes à la circulation publique dans le domaine public de la voirie communautaire sur la commune de MOUEN.

Article 2 : L'enquête publique se tiendra du lundi 2 juin 2025 à 9h00 au mardi 17 juin 2025 à 18h00.

Le dossier d'enquête complet contenant les pièces du dossier sera tenu à la disposition du public au siège de la communauté urbaine Caen la mer et en mairie de Mouen pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public et établissements mentionnés ci-dessous :

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Siège de Caen la mer, 16 rue Rosa Parks 14027 – Caen cedex 9	9h à 17h00 (Fermé le 9 juin 2025)	9h00 à 17h00	9h00 à 17h00	9h00 à 17h00	9h00 à 16h00	Fermé
Mairie de Mouen, 644 Route de Bretagne 14790 MOUEN	Fermé	10h00 à 12h00 15h00 à 18h30	10h00 à 12h00	15h00 à 18h00	10h00 à 12h00	Les 1 ^{ers} samedis du mois (le 7 juin) 9h00 à 12h00

Le dossier ainsi que les observations du public seront consultables depuis le registre dématérialisé accessible sur le site internet de la communauté urbaine Caen la mer (<https://www.registre-dematerialise.fr/6174>) pendant toute la durée de l'enquête. Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Caen la mer.

Des registres d'enquêtes à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur seront ouverts et tenus à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la communauté urbaine Caen la mer, désignée comme siège de cette enquête publique ainsi qu'en mairie de Mouen.

Les observations pourront également être adressées :

- Par écrit à l'attention du commissaire-enquêteur sous pli cacheté à la Communauté urbaine Caen la mer – Direction des affaires foncières, 16 rue Rosa Parks 14027 Caen cedex 9
- Par voie électronique en suivant le lien suivant : <https://www.registre-dematerialise.fr/6174> ou à l'adresse courriel suivante : enquete-publique-6174@registre-dematerialise.fr

Ces observations doivent parvenir au commissaire-enquêteur au plus tard le mardi 17 juin 2025 à 18h00.

Article 3 : Monsieur BOUGRAT, commissaire-enquêteur en qualité d'ingénieur chimiste à la retraite a été désigné par Monsieur le Président de la communauté urbaine pour conduire cette enquête. Il recevra les observations orales et écrites des intéressés le :

- Lundi 2 juin 2025 de 9h00 à 11h00 dans les locaux de la communauté urbaine Caen la Mer
- Samedi 7 juin 2025 de 10h00 à 12h00 dans les locaux de la mairie de Mouen
- Mardi 17 juin 2025 de 16h00 à 18h00 dans les locaux de la mairie de Mouen

Article 4 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département, Ouest France et Liberté. Cet avis sera affiché au siège de la communauté urbaine Caen la mer et en mairie de Mouen.

Article 5 : A l'expiration du délai de l'enquête, le commissaire-enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur Le Président de la communauté urbaine Caen la mer son rapport et ses conclusions motivées. Le public pourra les consulter par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/6174> et à la communauté urbaine Caen la mer, direction des affaires foncières, pendant 1 an.

Article 6 : La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le Président de la communauté urbaine Caen la mer dont le siège se situe 16 rue Rosa Parks - 14027 CAEN Cedex 9.

Article 7 : Au terme de la procédure la communauté urbaine délibérera sur la finalisation de la procédure de transfert d'office.